

Les Giscard d'Estaing : du lobby colonial au lobby nucléaire

<https://blogs.mediapart.fr/ano/blog/220416/les-giscard-destaing-du-lobby-colonial-au-lobby-nucleaire>

plan :

- Papa Edmond
- Valéry - Schneider/Framatome
- Les cousins germains
- Petites annexes : Tout près de la catastrophe à Chooz; Business avec l'apartheid : Koeberg ; Élités contre l'éolien.

Papa Edmond

Edmond est un ultra-libéraliste "théorique". Les États ne doivent pas emmerder les grosses boîtes, seulement être là pour favoriser leur développement. Dès la fin des années 20 après la première guerre il milite (dans le Comité d'Action Économique et Douanière, CAED de Jacques Lacour-Gayet) pour une Europe du libre échange. Dès le lendemain de la deuxième guerre mondiale, cette association reprend son combat, participe aux premières grandes réunions pour faire l'Europe (ex. congrès de la Haye du 7 au 10 mai 1948 sous la présidence d'honneur de Churchill, sortes de groupes de pression penchant bien coté grosses sociétés). Ce n'est donc pas tout à fait un hasard si le fiston Valéry est réputé européen... Il y a plus de liens entre le père et le fils qu'on ne le sait (d'ailleurs Valéry le haut fonctionnaire parisien, a toujours voté à Chanonat, chez papa, reprendra le château plus tard). Ça, l'ultra-libéralisme, c'est la théorie qu'on trouve dans les nombreux articles et bouquins d'Edmond.

L'historienne Annie Lacroix-Riz a retrouvé la preuve de l'appartenance d'Edmond au milieu de la Synarchie (groupement discret des puissants, banques et industriels, qui, avant la guerre, voulait faire tomber la République de cette époque, honnie). C'est un élitiste (au sens il est normal, et un devoir, que tout le pouvoir soit au main de l'élite). C'est donc aussi un colonialiste : il est normal que l'élite, l'homme blanc dans ce cas, s'occupe, avec tous les pouvoirs, de "l'indigène". C'est un catholique.

Ce qui a fait la richesse de la famille Edmond Giscard d'Estaing, c'est la SFFC (Société Financière Française et Coloniale) renommée SOFFO (Société Financière pour la France et l'Outre-mer) en juillet 49, dont Edmond est le Président pendant 40 ans ininterrompus de 1933 à 1973 (veille de l'élection du fiston, il a alors 79 ans). La SFFC marche en duo avec la Banque de l'Indochine : mélanges complexes interdépendants indéchiffrables des intérêts de la haute finance coloniale. Et le gros des affaires de la SFFC pendant une bonne partie du siècle, c'est l'Indochine. Or si les français sont en Indochine et certains peuvent y faire sur le long terme de confortables bénéfices (les coolies du Nord surpeuplé, pour le caoutchouc et autre anthracite, étain, ne coûtent pas bien cher mais on se méfiait de l'esprit "viets"), c'est parce qu'ils la tiennent militairement. Et l'armée c'est qui qui la paye ? le contribuable, merci à lui de la part de la Banque de l'Indochine et de la SFFC/SOFFO, entre autres. Par ailleurs, lorsqu'en 1954 après Dien Bien Phu les français doivent quitter le Tonkin, ces entreprises coloniales ont été financièrement dédommagées par l'État français "à condition qu'ils soient réinvestis" (ce qui sera fait en Afrique et métropole). Merci encore aux contribuables pour l'assurance tout risques gracieusement offerte.

Edmond est par ailleurs dans de multiples Conseils d'Administrations (vraiment dans beaucoup) et autres organisations patronales.

Autre aspect des deux très proches frères René et Edmond Giscard d'Estaing, c'était des proches de Philippe Pétain. Dans le Puy-de-Dôme, les deux frères ont leur château respectif à quelques kilomètres l'un de l'autre, et à Paris, leur appartement/maison du XVI^e (de là où le jeune Valéry a fait sa deuxième année de prépa à Louis-Légrand l'année scolaire 1943-44) étaient à quelques centaines de mètres l'un/l'une de l'autre. Les enfants de René et Edmond étaient toujours ensemble. Les deux frères n'étaient pas des pro-nazis. La défaite est bien triste mais on se console avec Pétain et la collaboration, et la vie continue. Pendant toute la guerre, Edmond n'a laissé tomber aucune de ses affaires, aucun de ses postes. En fait, elles marchaient pas mal ses affaires, émissions de nouvelles actions, augmentations de capital.... Le Japon, jusqu'au bout, achetait toute la production de l'Indochine vichyste, toute la guerre le régime de Vichy a eu son ambassade à Tokyo, la Banque d'Indochine avait une branche à Tokyo et un compte à "la banque Specie de Yokohama" de Tokyo.

De même la SFFC était actionnaire avant la guerre de Lorraine-Dietrich qui dans sa grosse usine d'Argenteuil réparait des moteurs d'avions pour le 3^e Reich. Évidemment c'était impossible de l'empêcher et on constate à la

sortie de la guerre que la SFFC avec Edmond comme Président, l'est toujours, actionnaire. Idem pour les assurances Le Phénix (qui devient ensuite AGF) dont Edmond était le Président. Pearl harbour ou pas, rafles ou pas, les affaires continuaient. Oh...! Edmond n'est pas le seul. La France des affaires presque'entière a collaboré économiquement avec le 3è Reich ou l'empire du Soleil levant, c'était pas facile de faire autrement. Mais on a le droit aussi de le constater, et il ne faut pas non plus faire croire que c'est le contraire qui s'est passé.

René, plus expansif, a été moins discret. Au deuxième anniversaire de la Légion Française des Combattants et Volontaires de la Révolution Nationale, chargée de faire appliquer cette « Révolution nationale » de Philippe Pétain, les 29-30 août 1942 à Gergovie, c'est lui qui fait le premier discours et qui avait écrit le suivant. Grand moment ensuite à Clermont-Ferrand à une dizaine de kilomètres où tout le monde est présent, Philippe Pétain, Pierre laval, René Bousquet... C'était précisément le moment où le régime faisait des rafles dans sa zone libre. Et les derniers des 4000 enfants d'une rafle précédente, celle du Vel d'Hiv à Paris, un temps parqués à Baune-la-rolle sous la garde des gendarmes-nounous du régime vichyste, ont du arriver au camps d'Auschwitz la veille de ces célébrations au haut lieu du plateau de Gergovie (aucun n'est revenu). Leurs mamans et papas qu'on leur avait arrachés doivent partir en fumée au même moment.

Il ne faudrait pas croire qu'Edmond est sainte-ni-touche pour autant. Pendant des décennies après la guerre il était dans les mêmes affaires que René Bousquet qui était dans presque autant de Conseils d'Administrations que lui. René Bousquet a été embauché comme Secrétaire Général à la Banque de l'Indochine en 1950. Pas que René Bousquet mais aussi son bras droit patron de la police n°2 pour la rafle du Vel d'Hiv, Jean Leguay, et quelques autres de la même tendance également. C'est le moment où il faut rapatrier les fonds et les avoirs des succursales indochinoises avec la guerre d'Indochine, là où la SOFFO d'Edmond a tant d'affaires. R. Bousquet et J. Leguay, notamment, vont réussir cette métamorphose pour faire de la Banque de l'Indochine la troisième grande banque d'affaires française (IndoSuez). En plus, tous les transferts de fonds pour le corps expéditionnaire français qui combat le Viet-minh, 167 000 soldats au 01 janvier 1950, soldes, frais de ravitaillement, etc., passaient obligatoirement par la Banque de l'Indochine, la banque émettrice du piastre.

Est-il étonnant dans ces conditions que lors de la campagne présidentielle de 1974, le journal *Minute* ait soutenu la candidature du fils d'Edmond dès le premier tour ? Que les jeunes de l'extrême droite d'Occident/GUD aient fait le service d'ordre et aient collé les affiche du candidat Giscard ? que le financement des meetings de VGE en 1974 était géré par Hubert Bassot proche de l'OAS avec des fonds patronaux de l'UIMM ? ([ici](#)). Edmond était encore Président de la SOFFO l'année précédente ! Michel Calzaroni qui était au Lycée Henry IV de l'élite parisienne en face du Panthéon avec Gérard Longuet dans leur période d'extrême droite visible des années 60 est né en Indochine et ne cache pas sa nostalgie de cette époque de l'Empire français. M. Calzaroni est Directeur de l'information au service de presse du C.N.P.F., Conseil National du Patronat Français, de 1970 à 1985. Ce service était dirigé par le "colonel" Michel Frois qui avait été chef du service de l'information pour l'armée coloniale en Indochine puis en Algérie, lien discret entre le patronat et le Giscardisme. Les jeunes Gérard Longuet, Alain Madelin et Hervé Novelli d'Occident ont fait un stage dans ce alors tout nouveau service en 1969.

Alain Madelin et Anne Méaux (toujours de l'équipe d'Occident, elle qui conseille aujourd'hui Jean-Bernard Levy après avoir conseillé Anne Lauvergeon) étaient même dans l'équipe de campagne du candidat Giscard de 1974. On retrouve donc plus tard une partie de ces personnes au Parti Républicain créé en mai 77 pour soutenir Giscard lors des législatives (puis la présidentielle). Gérard Longuet qui au bout d'une longue nuit, 05h du matin, récemment, avait re-re-re-déposé un amendement Cigéo-déchets nucléaires dans le tiroir à Macron, puis vient de re-re-proposer une loi en avril 2016 pour la même chose, était à la tête du Parti Républicain de 1990 à 1995. A. Madelin et G. Longuet qui faisaient le coup de main à Occident ont par deux fois été au gouvernement ensemble. De 1989 à fin 1995 le Président de l'UDF était Valéry Giscard d'Estaing et le Vice Président Gérard Longuet.

Valéry - Schneider/Framatome

Valéry se marie en déc. 1952 avec Anne-Aymone dont la grand mère paternelle était Marguerite Schneider. Valéry est désormais un cousin des Schneider par alliance. Inspecteur des finances par ailleurs, il va côtoyer dans les réunions de familles déjà, le grand patron Charles Schneider désormais "son oncle", pendant 8 ans (décédé bêtement en 1960). C'est le moment où Charles Schneider crée Framatome avec Westinghouse (1958), ainsi que Brevatome avec EDF et le CEA (1959).

De 1960 à 1969 le groupe industriel est dirigé par la tante d'Anne-Aymone, et de Valéry par alliance, Lilian Schneider. La période n'est pas facile mais a lieu un événement d'importance et d'espoir pour le groupe, en 1961/62 commence la construction du réacteur nucléaire prototype 350 MWé de Chooz : commande à Framatome/Schneider, contrat clé en main par EDF et le belge Electrabel (SENA). Le réacteur démarre en oct 1966. Quinze mois après son démarrage, on évite la catastrophe nucléaire d'un très étroit cheveu (voir ci-dessous

Petites Annexes) mais la chose a été gardée très discrète. En même temps de son côté Valéry a grimpé vite les échelons. De 1959 à 62, il est Secrétaire d'État au ministère des finances puis, de janv 1962 à déc 1965, il est le ministre des finances (du gvt Pompidou). Nouvelle réalisation, sur le territoire belge cette fois, encore une signature franco belge (SEMO SA, 50% EDF) en 1968 pour un réacteur atomique plus gros, de ~ 900 MWé, à Tihange, à moins de 100 km de Chooz. C'est encore un REP Westinghouse avec la cuve Framatome/Schneider (début des travaux 1970). Avec ces réalisations dans la musette, le groupe Framatome/Schneider est dans les starting blocs, à l'affût...

Valéry est Ministre des finances de juin 1969 jusqu'à mai 1974 (gouvts. Chaban Delmas puis de Messmer).

Pour le nucléaire civil "*Les « autorisations d'engagement » sont annoncées en Conseil des Ministres et ont donc un caractère politique.*" (in "Le dossier électronucléaire", CFDT-énergie-atomique, Ed. Seuil, 1980, p. 469). Une fois accordées, c'est EDF qui gère son timing comme elle l'entend (j'ai feuilleté la Gazette Nucléaire pour retrouver des autorisations, [là](#)).

- de 1969 à 1974 "programmes 1970", "**autorisation**" pour 5400 MWé (Valéry ministre des finances);

- 05 mars 1974, sur fond de crise pétrolière, brutale accélération réputée comme le lancement du tout-électrique-nucléaire par Pierre Messmer, "**autorisation**" pour 2×5400 MWé. En réalité, P. Messmer disparaît définitivement de toute fonction gouvernementale deux mois plus tard. Par contre le Ministre des finances depuis 5 ans et Ministre d'État ce 05 mars 1974 est un certain Valéry...

- en février 1975, "**autorisation**" pour 12 000 MWé nucléaires de plus, suivi en juillet-août de l'abandon de la filière eau bouillante BWR (il y avait 2 commandes fermes pour St Laurent des eaux avec même des débuts de travaux et 6 options), décision qui transforme **Framatome en unique constructeur national** de la chaudière des réacteurs (Giscard Président; c'est devenu le groupe Empain-Schneider);

- sept. 75, **vente** à Saddam Hussein d'Osirak = Tammuz-1, 70 MW_{th}, réplique d'Osiris fabriqué par le CEA, fonctionnant à l'uranium enrichi à 93 % "qualité militaire" avec contrat d'en fournir 50 kg/an (et avec un tel réacteur à très haut flux, possibilité de produire du Pu en couverture, assez chaque année pour une bombe; Giscard Président; le réacteur bien avancé sera détruit le 07 juin 1981 par l'aviation israélienne).

- déc. 1975 : formation de la Cogema. Le premier Président, jusqu'en 1978, est le corps des mines André Giraud, éminent membre du parti giscardien, Républicains indépendants transformé en PR, Parti républicain, dont Gérard Longuet deviendra le Trésorier en 1982 (Giscard Président);

- 17 mars 1976 : signature concluant un accord avec le Pakistan pour le démarrage de la construction d'une importante usine de retraitement de 100 t/an qui pouvait séparer 800 kg de plutonium/an (Giscard Président; définitivement abandonné en 1978 sous la pression massive de l'administration Carter; mais le Pakistan en avait déjà appris assez...);

- avril 1976, la Commission restreinte pour l'énergie présidée par V. Giscard d'Estaing donnait l' "**autorisation**" pour la NERSA de Superphenix 1200 MWé; en 1980 Valéry déclarera que ce genre de réacteurs permettrait à la France de "*disposer d'une réserve d'énergie comparable à celle de l'Arabie Saoudite avec son pétrole*"; le 31 juillet 1977 : 5000 CRS armés de fusils tire grenade à effet de souffle pour défendre de l'herbe (il n'y avait rien de construit et pas d'engins) contre 60 000 à 100 000 manifestants à Crey-Malville : 1 mort, 2 mutilés, une centaine de blessés (Giscard Président);

- mai 1976 : Attribution du contrat de deux réacteurs à l'Afrique du Sud (voir plus bas : Petites annexes). Cela est suivi d'un contrat en janvier 1977 pour le rapatriement vers la France de tous leurs déchets nucléaires à retraiter. (Giscard Président). On apprendra en 1978-79 que des avions d'UTA (cie aérienne coloniale dans la création de laquelle a été très impliquée la SOFFO d'Edmond, père de Valéry dans les années 60 et dont René Bousquet était l'un des administrateurs au début des années 70) transporte secrètement à Marseille en soute du concentré d'uranium de la mine de Rössing en Namibie alors occupée par l'Afrique du Sud de l'apartheid, "mandat" déclaré illégal par les Nations Unies (Giscard Président).

- juin 1977 : "**autorisation**" pour 10 000 MWé pour les années 78 et 79 → On en est alors à 38 200 MWé filière REP "*autorisés*" sous V. Giscard d'Estaing depuis 1969;

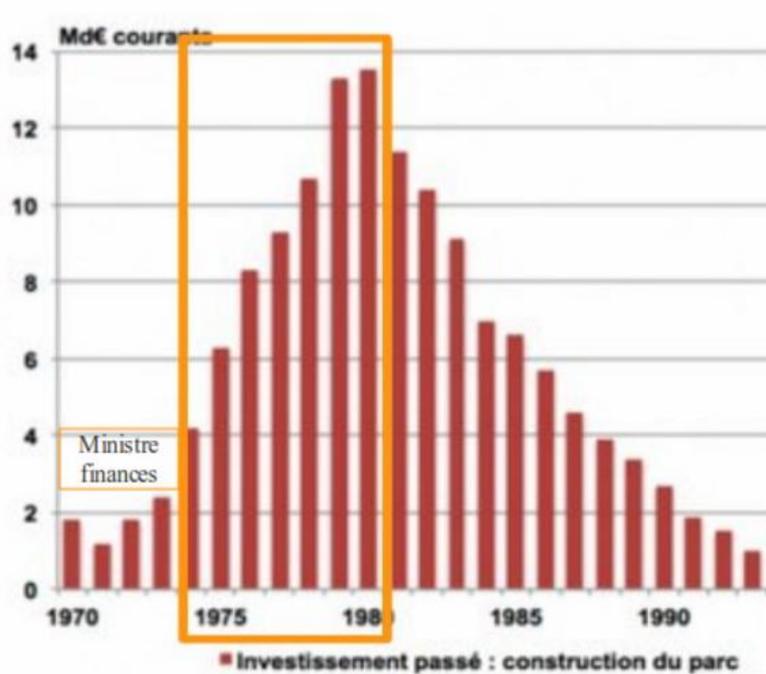
- en juillet 1978 : "**autorisation**" supplémentaire pour 10 000 MWé pour les années 1980 et 81 (Giscard Président);

- 28 mars 1979 : fusion partielle du cœur d'un réacteur REP américain (Three Mile Island-2 près d'Harrisburg, Pennsylvanie), quelques jours après le Ministre de l'Industrie, le corps de mines giscardien André Giraud : "*Rien ne conduit à modifier le programme nucléaire français. Seuls les faits comptent, ce n'est pas avec des arguments irrationnels que l'on mène une politique.*". Quelques mois avant les autrichiens avaient voté contre le nucléaire (un réacteur construit ne recevra jamais de combustible).

- 03 avril 1979 le comité interministériel donne "**autorisation**" supplémentaire minimale de 10 500 MWé pour les années 80-81 (6 tranches 1300 MWé et 3 tranches 900 MWé; "minimale" car il se pourrait qu'on y rajoute un 1300 MWé; Gazette Nucléaire n°29, p. 5). Interrogé sur le problème des déchets nucléaires le Premier ministre Raymond Barre (Le Monde 03/04/79, reproduit dans Gazette Nucléaire n°26/27 p. 9) : "*Jusqu'ici nous avons résolu le problème sans que cela provoque des drames et nous continuerons à le faire...*" (Giscard Président)

- 2 avril 1980, le gouvernement a présenté un plan énergétique pour 1990, **son choix politique**, le dernier du septennat V. Giscard d'Estaing. "*... structure de production prévue par EDF [scenarion EDF "consommation forte" figurant dans un "rapport intérimaire" de la Commission Énergie] et reprise par le gouvernement. L'orientation est très claire : c'est le tout nucléaire. En 1990, le nucléaire doit représenter 73 % de la production d'électricité. (...) Cette production de 330 milliards de KWh correspond à une puissance installée de 60 000 MWé (fin 1990) soit 66 unités de 1000 MWé*" (Gazette Nucléaire n°39/40 p. 2 et 6, n° 44 p. 9) (Giscard Président);

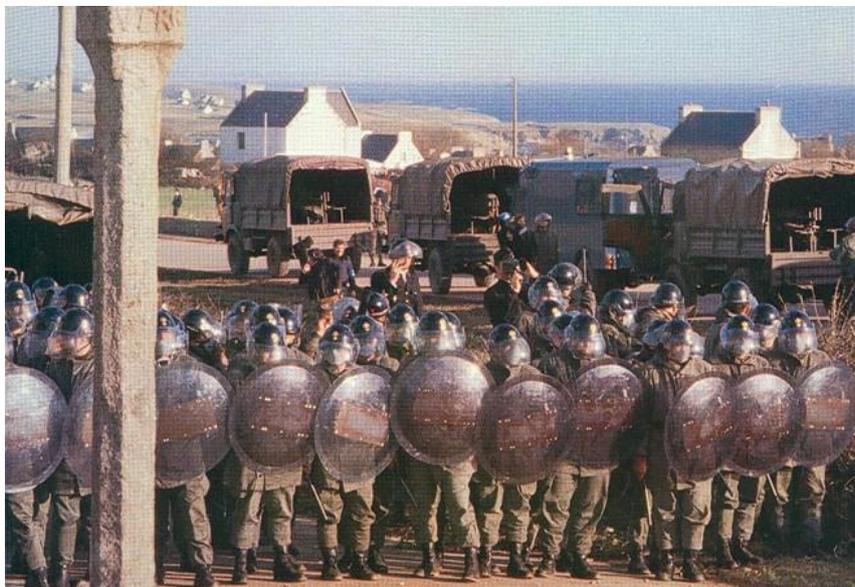
d'où la jolie courbe présentée par Wise-Paris des investissements EDF ([ici](#) p 12, on a rajouté en orange le cadre montrant le septennat de Valéry Giscard d'Estaing) :



Septennat Giscard © Wise-Paris, modifié

A la fin du Septennat Giscard, en 1980, l'endettement à long terme d'EDF approche de 100 milliards de francs, ce qui à titre de comparaison, est proche de la facture pétrolière de cette année là, et correspond au coût d'investissement de 24 tranches nucléaires 1300 MWé (Gazette Nucléaire n°46/47, p. 11, [là](#)).

Le septennat se termine pendant les événements de Plogoff dont la population ne veut pas de centrale nucléaire. On est en quasi guerre civile, les femmes en première ligne (village de marins). Les mairies refusent d'ouvrir pour les enquêtes publiques et les fonctionnaires sont dans des bus protégés : 8 escadrons de gendarmes mobiles, un hélicoptère, le génie, un commando de Mont-de-Marsan, gendarmerie régionale qui pratique les écoutes téléphoniques généralisées... Le président Valéry Giscard d'Estaing avait pourtant assuré, "*Il ne serait être question d'imposer aux français un programme nucléaire auquel ils seraient profondément opposés après avoir été complètement informés.*" (Le monde 26/01/78)



contre les femmes de Plogoff © ladeviation.com

Les Cousins germains

On a parlé plus avant, de René, le frère très proche d'Edmond Giscard d'Estaing. Leurs enfants ont passé une heureuse jeunesse ensemble. Les trois fils de René ont eu de belles carrières pendant que leur cousin germain, Valéry, était président de la République :

- **François**, né 7 mois après son cousin Valéry, les deux en permanence dans les mêmes lycées passent une grande partie de jeunesse ensemble, y compris "l'armée" (ce qui s'est passé pendant ce court moment de leur vie mérite un livre en soi), et sont de la même promo de la toute jeune ENA (1951) dont ils sortent tous deux inspecteurs des finances. François sera Président-administrateur de la Banque française du commerce extérieur, BFCE. C'est le gouvernement de son cousin germain Président qui a mis François à cette présidence là en sept. 1977 ([ici](#)) et qui lui a fourni en même temps comme son Directeur : Albert Bouvier. Ce dernier est le fiston de René Bouvier qui n'est autre que le collaborateur d'Edmond (le Père de Valéry) pendant les années du régime de Vichy de la SFFC (Edmond Président, René Bouvier Vice-Président de la SFFC dans Paris occupé s'occupant de leurs affaires d'Indochine vichiste). En 1977 François entre au CA de la COFACE. Ces deux organismes, B.F.C.E. et Coface ont un rôle essentiel pour des contrats comme celui d'équipement de télécommunication pour le Zaïre avec Thomson CSF international où est son frère Philippe, la vente à risque de deux réacteurs nucléaires Framatome à l'Afrique du Sud notamment (Voir Koeberg dans Petites annexes ci-dessous). Comme son oncle Edmond après la guerre, il siège dans de nombreux autres C.A., dans celui d'AGF (le nouveau nom de Le Phenix de son oncle Edmond) à partir de 1975. Nombreuses de ces nominations ont eu lieu alors que le cousin germain est Président de la République ([ici](#)). Comme Valéry c'est un amoureux de la Centrafrique. Bocassa avait attribué à Marc Péchenart, François Giscard d'Estaing et Claude Hettier de Boislambert et quelques autres un territoire de 5 blocs de chasse, 70 000 hectares, le long de la rivière Mbomou. Chez Marc Péchenart "*incontestablement le meilleurs spécialiste de l'éléphant*" selon Valéry, on chassait surtout le pachyderme. "*On en a tué au grand maximum 10 par an*" affirme François (Smith et Faes, 2000, "Bocassa 1er un empereur français", [ici](#)). En 1976 il a accepté une décoration de Bocassa après une partie de chasse. En 1978 l'empereur lui a offert la nationalité centrafricaine. Selon Smith et Faes : à la célèbre cérémonie d'intronisation de l'empereur : "*« J'y étais à titre personnel, et pour partir à la chasse ensuite. J'ai offert à l'empereur un bronze napoléon. » indique François Giscard d'Estaing vingt ans plus tard.*". François, trop modeste, avait même servi d'intermédiaire pour les préparations ([ici](#)). Il n'y était pas seul, Robert Galley qui a été le superviseur de la construction des sites CEA de Marcoule, de Pierrelatte et qui a été dans le choix du site de La Hague, était au côté de sa majesté dans la tribune officielle au deuxième jours des festivités. Il est même la seule personne d'importance de l'assistance.

- **Philippe**, X-Télécom, il rentre chez Thomson en 1958, dont il sera nommé PDG en 1980 alors que son cousin germain Valéry est Président; son oncle Edmond était au C.A. de Thomson avant son arrivée (de 1949 à 1972) (on parle aussi un peu de Thomson dans Petites annexes ci-dessous, à Koeberg).

- **Jacques** le cadet, un énarque encore (sorti 1953), comme son frère François est très proche de Valéry; là encore mêmes lycées (Janson-de-sailly et Louis Legrand) puis Science-Po et l'ENA et entre à la cours des comptes.

- Il est directeur financier du CEA de 1971 jusqu'à 1982. *"C'est à lui que reviennent les discussions avec la Centrafrique, l'Iran ou le Niger pour négocier des contrats d'exploitation minière ou de fourniture de matériel."* (Philibert, J-M. 2008, "L'argent de nos Présidents").
- Administrateur ou membre du conseil de surveillance de Technicatome dès sa création en 1972 (90% CEA, 10% EDF, au départ pour Superphenix) et cela jusqu'à 1989. Technicatome a été dirigé de sa création jusqu'en 1976 par le "corps des mines" Remy Carle du CEA (construction des réacteurs militaires G1-G3 de Marcoule sous Guillaumat, puis de Rapsodie puis de Phenix), passé à EDF rejoindre Marcel Boiteux en 1976 pour construire les réacteurs "civils". Cette société s'appelle aujourd'hui Areva TA (construit le réacteur Jules Horowitz, les réacteurs nucléaires K15 des sous-marins d'attaque Barracuda et a construit les deux du porte-avion Charles de Gaulle).
- Membre de la commission de surveillance de Eurodif à partir de 1973 : construction de la plus grande usine d'enrichissement d'uranium du monde au Tricastin, Directoire présidé par Georges Besse.
- Administrateur de la Cogema (100% CEA) naissante en 1976. Elle est présidée alors par le giscardien (membre éminent du Parti Républicain) "corps des mines" André Giraud jusqu'à 1989, dirigée (puis présidée jusqu'en 82) par le "corps des mines" Georges Besse. C'est La Hague, Marcoule..., leurs rejets radioactifs liquides et aériens...
- Président de la SOMAIR, mines d'uranium du Niger à partir de 1975 lorsque son cousin germain est Président, pour y rester 24 ans, jusqu'à 99 (infos de WhosWho.fr). La Somaïr, ce sont les mines à ciel ouvert d'Arlit dans des trous profonds de 70 mètres. En 2002, la Somaïr avait accumulé 15,2 millions de tonnes de résidu d'extraction de l'uranium sur 11 hectares, digue de 8 m de haut et 30 m de large, et 12,1 millions de tonnes comme tas de résidus de lixiviation statique. Cette boue qui n'est pas à l'équilibre chimique vue les réactions qu'on lui a fait subir contient encore un peu d'uranium (2 à 10% du départ) et surtout ses descendants avec le thorium 230, de période 75 000 ans, le radium 226 soluble (période 1600 ans), le polonium 210, 80 % de la radioactivité initiale du minerai est dans ces boues. Elles produisent en permanence du radon 222 et contiennent aussi d'autres polluants chimiques ajoutés, typiquement 100 kg/tonne. Leur activité totale est le plus souvent supérieure à 100 000 Bq/kg et dépasse parfois 500 000 Bq/kg (cas de Cominak au Niger; Chareyron 2012, diap. 142, [ici](#)). C'est l'héritage du tout-électrique-nucléaire français aux générations futures nigériennes. Pas que chez eux parce que pour la petite histoire, Pierre-Lionel Forbes, Directeur du laboratoire Andra-Bure de mars 2006 à 2010 a fait sa thèse sur le Gisement d'Akouta, Cominak, Niger, thèse soutenue début 89 (Jacques Giscard d'E. est alors Président de la Somaïr). Il a publié deux fois sur ce gisement, en 87 et 88, avec Patrick Landais qui lui est le grand Directeur scientifique de l'Andra de 2001 à 2013 et l'est redevenu aujourd'hui. Ils étaient les responsables à Bure lors de l'escroquerie sur le forage géothermie de 2008 qui donnait 5 m3/h alors qu'il en fallait 100 à 400 m3/h affirmait alors l'Andra au CLIS et dans sa synthèse ([ici](#)).
- C'est aussi Jacques Giscard d'Estaing qui fera étudier la possibilité d'exploitation des phosphates uranifères de Centrafrique de répartition et épaisseur irrégulière car déposés dans des paléo-karsts à 35-40 m de profondeur, route non ouverte à la saison des pluies (URCA, URanium de CentreAfrique, l'un des 3 gisements d'Uramin dont on a beaucoup parlé récemment)
- Président de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville, la Comuf, de 1995 à 1999 (Who is Who). C'est la date de l'abandon de la mine. Le village de Mounana et les environs ont été laissés contaminés. Dans le sol de la forêt humide près du village, une nature normalement généreuse, il y a désormais de la boue d'extraction de l'uranium là où les femmes vont tremper le manioc. Les anciens travailleurs disparaissent de maladies les uns après les autres dans la solitude sans aide pour des soins puis pour leurs veuves (Hennequin & Lorent 2009, "Uranium, l'héritage empoisonné").
- Selon la tradition familiale, Jacques a été dans de nombreux autres C.A. d'entreprises.

Petites Annexes

Champagne-Ardenne-Belgique à un fin cheveu de la catastrophe nucléaire

Le premier réacteur à Chooz n'avait pas d'enceinte de confinement. Il avait été mis dans des grottes creusées dans du schiste dans le flanc de la vallée de la Meuse. Dès le départ il a une suite mystérieuse de problèmes. Suite au blocage successif de deux grappes de contrôle, une expertise complète est finalement décidée le 31/01/68, 15 mois après le démarrage. On ne connaîtra la vérité de ce qu'ils ont découvert que bien plus tard, et encore...

(figure dans le rapport SENA à Euratom "Centrale nucléaire des Ardennes - rapport annuel 1968- daté 1970, ou dans le rapport DER d'EDF rédigé par M. Procaccia, juillet 74) :

"- la rupture de 40 des 80 vis d'assemblage des viroles support du cœur; - l'usure de l'écran thermique aux cavaliers d'appui sur les consoles solidaires de la cuve et déplacement latérale de cet écran; - des fissures au voisinage des soudures, de 2 des 3 pontets supérieurs d'assemblage des 3 tiers d'écran thermique; - des dégâts sur les tubes de guidage des éprouvettes métallurgiques; - la rupture de 5 des 32 tirants reliant la plaque support du cœur à la plaque coulée inférieure."

Dans un courrier Yves Lenoir commentait : On était passé très près soit de la désolidarisation de l'écran thermique soit de la dislocation du cœur, soit des deux en cascade (à ce niveau de dommages, le processus d'autodestruction engendré par les vibrations connaît une progression exponentielle...). Une catastrophe venait d'être évitée quasi par hasard. Les dysfonctionnements des grappes de contrôle intervenaient "presque trop tard" : ce "presque" résultant d'une chance inouïe et non d'un programme sérieux de suivi du fonctionnement et de l'état du réacteur.

Le réacteur sera à l'arrêt plus de 2 ans et un certain nombre de soudeurs obligés d'intervenir dans l'environnement radioactif de la cuve (combien ont du se succéder pour ne pas prendre trop de "dose", la "partager" ? : on "*attend toujours les études sur travailleurs... ceux qui sont intervenus à Chooz en 1969 pour réparer les supports de la jupe thermique.*" (Gazette Nucléaire n°84/85, édito). EDF/Electrabel feront pourtant fonctionner ensuite ce réacteur "sous conditions", y mettrons même du Mox, il semble par exemple qu'il ne fallait pas y injecter de l'eau trop froide à cause des soudures réalisées (Gazette Nucléaire n°48/49, p. 22, aussi [ici](#) p. 8).

Koeberg : où il y a une certaine continuité de père en fils

On peut peut comparer le corps expéditionnaire à la police de Vorster. La guerre d'Indochine, la française, a fait entre 400 000 et 500 000 morts avec un rapport de 1 français pour 20 vietnamiens, les "indigènes", en incluant ceux combattant coté français, mais essentiellement des vietcongs car l'armement n'était pas le même des deux cotés. Mais bien avant 1945, l'armée a toujours été indispensable en Indochine. Avec elle, même en étant hyper minoritaire on pouvait faire exploiter la monoculture de caoutchouc, l'étain, le sucre, être gérant du chalandage etc. comme le faisait la SOFFO et d'autres groupes ([là](#), [là](#)).

En 1976-1977 Valéry donne son accord pour la vente à l'Afrique du Sud de deux réacteurs nucléaires de puissances 900 MWé (pour Koeberg sur la mer à 30 km au Nord du centre ville et du port de *Le Cap*, Cape town, à 12 km du début d'agglomération, ville d'apartheid particulièrement dure, [ici](#)), de deux escorteurs lanceurs d'exocet (qui eux finiront par être annulés et vendus à l'Argentine) et de deux sous-marins Agosta.

Le consortium Framatome-Alstom-Spie-Batignole (Spie-Batignole, c'est le groupe Empain-Schneider) signe le contrat clefs en main le 6 juillet 1976 à Johannesburg (6 milliards de FF). On est en pleine répression sanglante des lycéens dans la banlieue Soweto de cette même ville. C'est alors le régime de John Vorster, un apartheid violent dont la législation traite les autochtones noirs comme race inférieure interdite de ses lieux de vie, de "ses" bus, de "ses" plages. Il y a de la richesse (cobalt, platine, chrome, vanadium, or, diamants...) mais 30 % des enfants ne vont pas à l'école, il y a un médecin pour 400 personnes pour les blancs, un médecin pour 44 000 personnes pour les noirs à l'époque selon l'ONU (Droit et liberté n°370, "Spécial Afrique du Sud", MRAP, juin 1978, p. 6). Peu avant son élection, le Ministre d'État des finances avait donné sa position certainement en symbiose avec celle de son papa (qui quitte alors à peine la SOFFO) :

"Nous ne guérirons pas la misère du monde. Ni nous, ni d'autres. Cette misère, même si elle change avec le temps, est inscrite dans la fibre de l'espèce humaine, comme la maladie et la mort."(Préface d'un document du Ministère de l'économie du 24/10/73;Droit et liberté n°370, MRAP, juin 78, p. 5).

La rébellion dans les banlieues noires est commencée par des lycéens de Soweto parce que le régime de John Vorster imposait aux jeunes de l'écrasante majorité noire autochtone (83 %) l'enseignement dans leur ghetto obligatoirement dans la langue de la minorité blanche afrikaners (17 %), minorité que ces jeunes n'avaient pas le droit de côtoyer. Il y a plus de 550 tués dans les manifestations entre juin 76 et fév. 77. Beaucoup sont des adolescents([là](#), [un lien](#)).

Les leaders sont torturés. Steve Biko, étudiant en médecine, le père de la conscience noire ("black is beautiful") arrêté le 18 août 77, après un coma meurt le 12 septembre. Vingt mille personnes assistent à ses funérailles. Elijah

Loza, syndicaliste de *Le Cap* est emprisonné une fois de plus en mai 1977, il meurt à l'hôpital en août 77 après être passé dans les mains de la police ([ici](#), p. 228).



jeune noir tué par police apartheid, 76-77 © International Defence and Aid Fund

"... le conseil de sécurité de l'ONU vote le 4 novembre 1977, la résolution 418 décrétant l'embargo obligatoire sur les livraisons de matériel militaire, sur les produits pétroliers et sur les équipements nucléaires." (Badel 2010 p. 134).

Mais le Président Valéry n'annule pas la vente des deux réacteurs Framatome. Ce sera l'unique centrale nucléaire du continent africain. En fait le régime Sud Africain avait choisi des réacteurs atomiques General Electric. Mais la société américaine avait du reculer face aux indignations sur ce pays d'apartheid + construction confidentielle de la bombe atomique. Le fait que le régime Vorster avait construit une usine d'enrichissement d'uranium dont il refusait l'accès au contrôle international, exactement ce que le monde occidental reproche depuis des années à l'Iran, n'a pas plus arrêté Valéry. Le consortium français s'est précipité dans la brèche laissée par les américains pour écouler deux réacteurs Framatome. EDF a dû infirmer 2 "options" en France afin de libérer de la construction sans délais pour Koeberg.

Ce genre de vente à risque est géré par la Banque Française du Commerce Extérieur, B.F.C.E dont le Directeur Général est alors François Giscard d'Estaing, et la COFACE dont le même François devient administrateur en 1977 :

"L'extension de la garantie de l'État à des crédits consentis à long terme par les fournisseurs français est, dès lors, l'élément essentiel qui permet le développement de la négociation de grands contrats d'équipement avec les pays en voie de développement dans des secteurs moteurs comme l'hydro-électricité, l'atome, la sidérurgie ou la pétrochimie. C'est dans ce cadre que l'administration française acquiert un pouvoir sans précédent qui lui permet de peser sur l'attribution des contrats." (Badel, 2010 p. 127).

Si le Président Valéry avait respecté la résolution 418 de l'ONU, la COFACE aurait eu à verser une indemnité très élevée :

"Le risque direct à supporter par les finances publiques s'élève à 1,5 milliard de francs au 31 décembre 1977 [28]. De plus, les engagements de fourniture d'uranium à la France risquent d'être remis en cause : le contrat porte sur la fourniture de 9 000 tonnes d'uranium livrables à raison de 990 tonnes par an, sur dix ans, à partir de 1980, pour un montant d'environ 4 milliards de francs. Or la COFACE a également délivré une police pour garantir cette opération d'importation par décision spéciale du ministre du 25 mars 1977. Et la COGEMA a commencé à procéder à un pré-paiement sous forme d'un prêt, par tiers, les 15 janvier et 1er juillet 1977 et 1er juillet 1978." (Badel 2010, p. 134).

▪ Badel, L. 2010, "L'état français face au risque politique dans les années 1970 : Les cas polonais, Sud Africains et Iraniens.", Les cahiers IRICE n°6: 123-140, CNRS <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2010-2.htm> ou <http://irice.univ-paris1.fr/spip.php?article601>

En fait dans cette période, les échanges de la France avec l'Afrique du Sud via des structures plus ou moins étatiques ne font que s'accroître. "Le groupe Thomson-Brandt est implanté en Afrique du Sud par l'intermédiaire de nombreuses filiales : Thomson-C.S.F., SODET-G, Hotchkiss Brandt Armements, LMT, Compagnie Générale de Radiologie. L'essentiel des activités du groupe en Afrique du Sud concerne l'armement, l'électronique et le nucléaire. Le père du président de la République [Edmond] a été administrateur du groupe." (Droit et Liberté n°370, MRAP, juin 78, p. 15) et Philippe, autre cousin germain de Valéry qui est à Thomson depuis 1958 en devient le PDG peu de temps après, en 1980, toujours dans le Septennat de Valéry. "La banque de l'Indochine a accordé de nombreux prêts à l'Afrique du Sud seule ou en tant que chef de file d'un consortium bancaire permettant le financement de nombreux grands projets (barrages, centrales thermiques, sidérurgie, etc.) ou l'achat d'équipements importants (porte-conteneurs, centrale nucléaire, etc.). En France, les dirigeants jouent un rôle capital pour le rapprochement entre les deux pays" (Droit et Liberté n°370, MRAP, juin 78, p. 18).

Les droits de l'élite, militante contre l'éolien

Valéry Giscard d'Estaing continue de coûter aux contribuables 2,5 millions d'euros par an. "la résidence privée de Valéry Giscard d'Estaing à Authon (Loir et Cher) mobilise 15 gendarmes à temps plein pour un coût annuel de 1,1 million d'euros." Par ailleurs, Valéry qui n'est plus alors président depuis 34 ans, âgé de 89 ans ... a "à sa disposition 2 sous-officiers de l'armée de terre, et 3 sous-officiers de la marine pour un coût total de 287.000 euros. Enfin, le ministère des Finances indique au député PS avoir également à la disposition des anciens présidents 6 agents pour un montant total de 511.605 euros par an." dont 3 sont pour Valéry. Il dispose d'un appartement de fonction que Valéry a choisi boulevard St Germain, meublé équipé avec 2 personnels, le tout à la charge de l'État téléphone inclus. Pour Giscard, l'appart a coûté 343 307 € en 2014. Il dispose avec sa femme d'une carte de gratuité SNCF 1ère classe. René Dosière précise que ce budget ne prend pas en compte leur indemnité d'ancien président (6.000 euros par mois, cumulable avec toute autre pensions ou salaires, de Ministre, Secrétaire d'État, Directeur de cabinet, député), ni la rémunération de membre du Conseil constitutionnel (12.000 euros par an, frais de déplacement remboursés à part) (L'Express du 27/01 2015, [ici](#); La Tribune 28/01/15, [ici](#); Libération 28/01/15, [ici](#); Figaro 08/05/12, [ici](#)).

Fort de ce support des contribuables, Valéry est parti à la chasse aux moulins à vent. Il fait tout son possible pour s'opposer à l'énergie éolienne via la FED (E-D-F dans le désordre), Fédération Environnement Durable ([ici](#)) avec son écuyer Marcel Boiteux, qui sous Valéry a plongé EDF dans le tout-nucléaire, a fait avec quelques succès le maximum pour imposer le tout chauffage-électrique, et a écrit ce pamphlet qui vaut encadrement : "Qui empochera la rente nucléaire", le "pactole" ([ici](#)). Pas comme à Bure qui découle de ce choix imposé manu-militari quand nécessaire du tout électrique nucléaire, et où son ancien Vice-Président Gérard Longuet entre autre "s'assoit" sur une pétitions papier ([là](#)) qui a été à 59 000 signatures, du jamais vu dans ces départements conservateurs, ni comme en Marne où la préfecture annule les délibérations des conseils municipaux de référendum sur d'encore d'autres énormes tonnages de matières radioactives FAVL (Florent-en-Argonne, Chaudfontaine...), mais pour les éoliennes Valéry réclame que "les français soient vraiment consultés", que des référendum locaux seraient "une très bonne idée" ([là](#)). En plus Valéry s'inquiète des "conséquences environnementales et économiques" de l'éolien, une attention craquante de responsabilité. Dans l'équipe FED, le marquis Henri de Raincourt est de bon conseil car c'est aussi quelqu'un qui sait compter ([ici](#)).

"L'opposition, notamment de l'ex-président Valéry Giscard d'Estaing, a continué avec les invectives contre le business "vert" ... (FED), lobby très actif ... fait de la lutte contre l'éolien son cheval de bataille (...) Elle a suscité au plan européen une association, l'European Platform Against Windfarm (Epaw) chargée de **combattre les énergies renouvelables** à l'échelle de l'union... (...) ... l'efficacité judiciaire de cette association est certaine puisqu'elle a attaqué une dizaine de plans régionaux climats énergie. Il serait du reste intéressant, compte tenu du coût des procédures, de **savoir qui les finance**. L'épaw ne fait pas dans la dentelle. A la tête d'une véritable croisade contre l'éolien, à laquelle s'associe l'ancien président, elle n'hésite pas à évoquer "un business souvent douteux" et "le puissant lobby germano-danois qui "s'attaque à la campagne française depuis la haute Auvergne jusqu'à Chartres". **Pas mal pour le rédacteur de la Constitution européenne !** ... l'objectif est bien de descendre en flèche la seule énergie capable de poser un problème au nucléaire aujourd'hui." (Lepage 2014, "L'État nucléaire", p. 97 puis p. 196-98, [là](#)).
